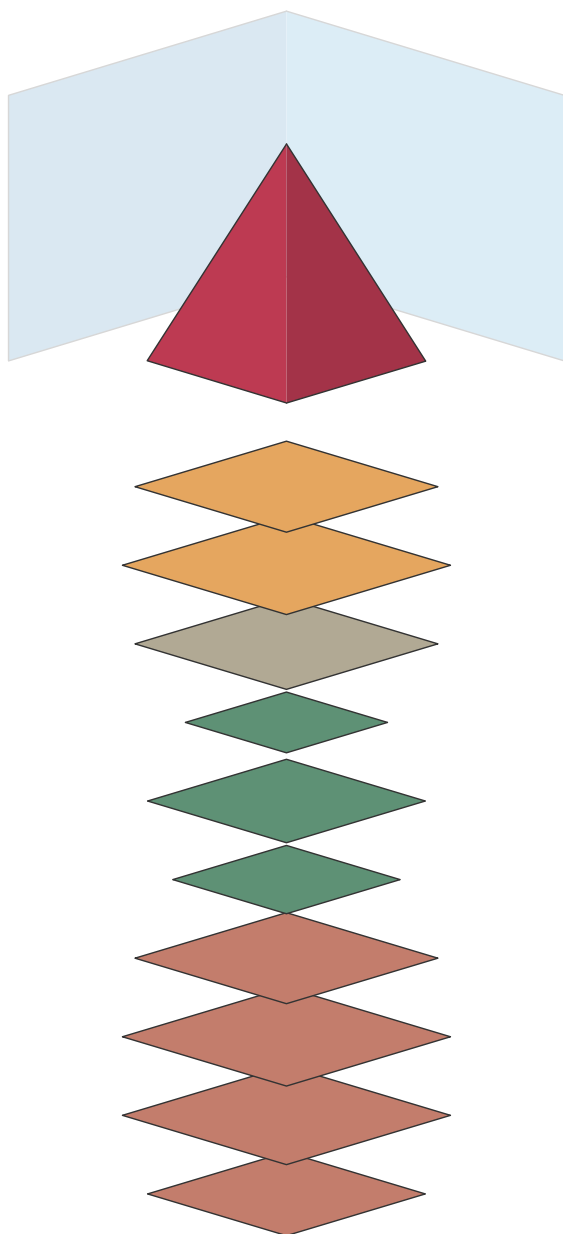




FRANCE



5,66

SCORE DE CRIMINALITÉ

59^e sur 193 pays

8^e sur 44 pays européens

1^{er} sur 11 pays d'Europe de l'Ouest



MARCHÉS CRIMINELS

5,70

TRAITE DES PERSONNES **6,00**

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS **6,50**

TRAFIC D'ARMES **6,00**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE **4,00**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE **5,50**

CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS
NON RENOUVELABLES **4,50**

COMMERCE D'HÉROÏNE **6,00**

COMMERCE DE COCAÏNE **6,50**

COMMERCE DE CANNABIS **6,50**

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE **5,50**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

5,63

GROUPES DE TYPE MAFIEUX **6,00**

RÉSEAUX CRIMINELS **6,50**

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT **3,00**

ACTEURS ÉTRANGERS **7,00**



6,83

SCORE DE RÉSILIENCE

26^e sur 193 pays

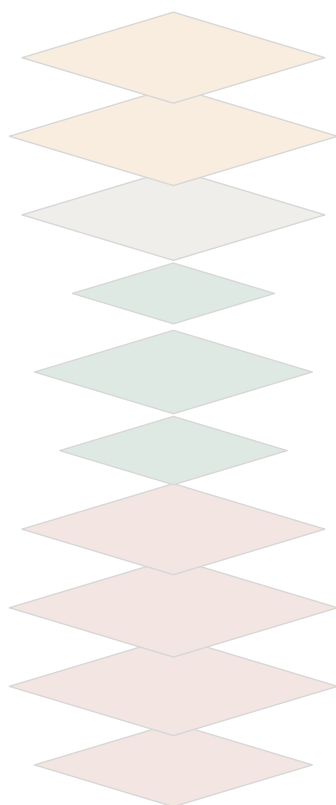
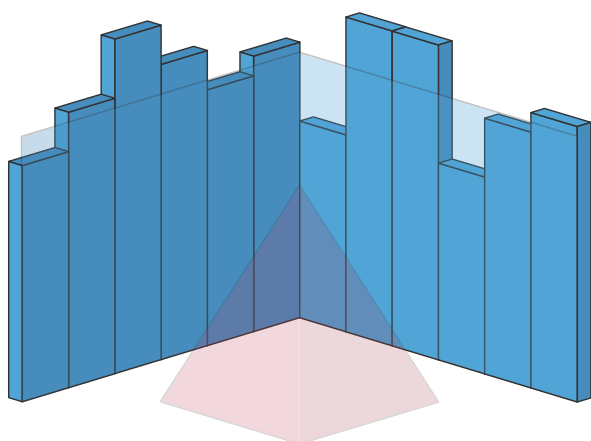
19^e sur 44 pays européens

11^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest





FRANCE



6,83

SCORE DE RÉSILIENCE

26^e sur 193 pays

19^e sur 44 pays européens

11^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE **6,00**

TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ
DU GOUVERNEMENT **7,00**

COOPÉRATION INTERNATIONALE **8,50**

POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES **7,50**

SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION **6,50**

FORCES DE L'ORDRE **7,00**

INTÉGRITÉ TERRITORIALE **5,00**

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT **8,00**

CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE **8,00**

SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS **5,00**

PRÉVENTION **6,50**

ACTEURS NON ÉTATIQUES **7,00**



5,66

SCORE DE CRIMINALITÉ

59^e sur 193 pays

8^e sur 44 pays européens

1^{er} sur 11 pays d'Europe de l'Ouest



MARCHÉS CRIMINELS **5,70**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ **5,63**



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La France est un pays de destination pour la traite des personnes, les victimes étant particulièrement vulnérables aux risques d'exploitation sexuelle, de travail forcé, de mendicité forcée et d'esclavage. Les victimes sont principalement des femmes et des filles d'Europe de l'Est, d'Afrique de l'Est et de l'Ouest et de certains pays asiatiques soumises à l'exploitation sexuelle, ainsi que des hommes, des femmes et des enfants contraints à la servitude domestique et à d'autres formes de travail forcé. La traite des personnes en France est généralement associée à des violences physiques et psychologiques, ainsi qu'à des séquestrations. En raison de la pandémie de COVID-19, des victimes de la traite des personnes ont accepté des travaux dangereux et dégradants pour gagner de l'argent pendant les confinements.

La France est un pays de transit et de destination clé pour le trafic d'êtres humains. Les activités de passages clandestins se sont multipliées dans le nord de la France, notamment dans la ville portuaire de Ouistreham en Normandie, depuis le démantèlement des camps de migrants à Calais. Le trafic d'êtres humains entre la France, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni via la Manche fait également l'objet de vives inquiétudes. De plus, les territoires français d'outre-mer font de plus en plus office de points d'entrée pour les activités liées au trafic d'êtres humains, Mayotte – au large des côtes sud-est de l'Afrique – étant la région la plus touchée, devant la Guyane française. Les réseaux de passeurs fournissent aux individus de faux certificats médicaux et de faux documents. Le trafic d'êtres humains, le trafic de stupéfiants, le trafic sexuel et le trafic d'armes se recoupent. Depuis fin 2018, les tentatives de traversées clandestines de la Manche par des personnes en provenance d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie du Sud se sont multipliées en raison des opérations de police visant à empêcher la réinstallation de camps de migrants près de Calais.

COMMERCE

On observe un flux constant d'armes illicites, principalement en provenance d'Europe de l'Est et des États-Unis, vers et à l'intérieur du pays. Le vol d'armes ciblé alimente la majeure partie du marché des armes illicites, qui sont principalement achetées par des acteurs impliqués dans le crime organisé, en particulier le trafic de stupéfiants. Des armes à feu sont aussi parfois échangées contre de la drogue. En 2018, la France a connu le plus grand nombre de vols d'armes de toute l'UE, tant sous la forme de vols opportunistes que ciblés. La France continue d'enregistrer une tendance inquiétante concernant la hausse du nombre d'armes entrant dans le pays, notamment en provenance des Balkans. Les services de renseignement soulignent que des armes datant des deux guerres mondiales ainsi que des armes provenant des Balkans sont souvent utilisées pour alimenter des réseaux criminels. De plus, l'accès aux armes de guerre, telles que les AK-47, a permis aux groupes terroristes d'attaquer des civils en

France et a également nourri la violence dans les banlieues, où les jeunes ont facilement accès aux armes. En France métropolitaine, on peut se procurer des armes aussi bien sur le dark web que sur Internet.

ENVIRONNEMENT

Rares sont les éléments suggérant l'existence d'un marché de la criminalité liée à la flore en France métropolitaine. Les importations de bois africains illicites par des entreprises françaises constituent cependant un risque de criminalité liée à la flore compte tenu de la prévalence d'activités illicites dans la chaîne d'approvisionnement. La France a également été accusée de ne pas mettre en œuvre suffisamment de moyens pour faire respecter la réglementation européenne sur le bois. De plus, la Guyane française a vu ses coupes de bois augmenter début 2020, les mineurs illégaux profitant de la crise sanitaire pour se livrer à des abattages d'arbres illicites. En matière de criminalité liée à la faune, des centaines d'espèces protégées sont saisies en France chaque année. Le pays, plus particulièrement l'aéroport de Paris-Charles de Gaulle, est considéré comme une plaque tournante majeure de transit et de destination pour le marché de la viande de brousse, car de nombreux vols directs relient la France, l'Afrique et l'Asie. Outre la viande de brousse, des animaux sauvages vivants font également l'objet d'un trafic vers la France. Le pays est par ailleurs un importateur majeur de tigres, et figure parmi les cinq plus gros importateurs de peaux de reptiles au monde. Un trafic de civelles impliquant des ressortissants asiatiques a été découvert. Les groupes impliqués dans le trafic d'espèces sauvages versent des pots-de-vin et ont recours à la corruption pour faciliter le transbordement des marchandises. En termes de criminalité liée aux produits non renouvelables, la France est un pays de destination important, en particulier pour l'or extrait illégalement en Guyane française. En Guyane française, l'extraction illégale d'or est répandue et associée à des groupes criminels, des actes de violence et d'autres crimes graves qui ont un impact significatif sur la société. Il existe également un trafic d'or de la France vers d'autres pays européens. Les vols de métaux sont nombreux en France. Les groupes criminels ciblent différents secteurs, et des cas de pillage d'éoliennes, d'autoroutes, de stades de football, de cimetières et de voies ferrées ont été enregistrés. Des groupes étrangers sont souvent impliqués dans ce type de vols à grande échelle. Dans l'ensemble, la criminalité liée aux produits non renouvelables peut constituer une source majeure de financement pour les groupes mafieux et terroristes.

DROGUES

Le trafic illicite de drogues en France est dominé par le cannabis, qui est la substance la plus consommée en France. Le marché, qui a connu une croissance exponentielle ces dernières années, est contrôlé par quelques caïds. Il est difficile à mettre au jour, car fragmenté et transnational. La consommation de marijuana a davantage augmenté que celle de la résine de cannabis, les consommateurs de cannabis plus âgés recherchant des produits naturels et locaux. Ce phénomène

a entraîné une augmentation de la culture personnelle, qui a conduit les réseaux criminels à réorganiser leurs structures en se détournant du haschisch pour proposer principalement de la marijuana. L'utilisation et la production croissantes de marijuana française et européenne n'ont toutefois pas entraîné de déclin du marché marocain traditionnel du haschisch. La France est également un pays de transit et de destination de la marijuana. Le cannabis en provenance du Maroc transite par l'Espagne vers la France, d'où il est transporté vers le reste de l'Europe en voiture, en bus ou en camion. Le marché de la cocaïne est le deuxième marché de la drogue en France, pays de destination de la cocaïne en provenance d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale. Il existe deux principales voies d'entrée pour la cocaïne : le port du Havre, dans le nord du pays, et la Guyane française, où la cocaïne est transportée par la route depuis le Suriname puis acheminée par avion jusqu'à Paris par des particuliers ou envoyée par la poste. De plus, la France est un pays de transit pour la cocaïne acheminée vers le Royaume-Uni ou les Pays-Bas. Compte tenu de la prolifération de la cocaïne en France, la lutte contre le trafic de cocaïne, ainsi que le trafic de cannabis, est devenue l'une des grandes priorités des autorités en matière de répression.

Le trafic et la consommation d'héroïne sont en augmentation en France. La baisse du prix de l'héroïne a entraîné une hausse de la consommation, ainsi qu'une évolution vers d'autres modes de consommation. L'héroïne est ainsi désormais davantage sniffée et fumée qu'injectée. Les réseaux français impliqués dans le commerce d'héroïne ne travaillent pas directement avec les grands pays de production et de transit, la majorité des petits réseaux achetant la drogue aux pays voisins. Les trafiquants achètent de l'héroïne en Belgique ou aux Pays-Bas avant de la redistribuer dans tout le pays. L'héroïne est principalement produite en Afghanistan, et les recettes provenant de sources afghanes seraient parfois utilisées pour financer le terrorisme. Le département du Nord est touché par le commerce illégal d'héroïne en raison de sa proximité avec les plaques tournantes du trafic de stupéfiants aux Pays-Bas. Lille est également une plaque tournante majeure du trafic d'héroïne en France. En ce qui concerne les drogues de synthèse, la France est un pays de transit et de destination de la MDMA. Les drogues sont principalement produites en Belgique, au Luxembourg ou aux Pays-Bas. Depuis quelques années, de nouvelles substances psychoactives, principalement produites en Asie, sont achetées et vendues en ligne. Dans l'ensemble, la France abrite l'un des plus grands marchés d'Europe, et le commerce de drogues de synthèse est en augmentation dans le pays. Les festivals, le darknet et les réseaux sociaux constituent des plateformes de vente majeures.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Le paysage du crime organisé en France est dominé par des réseaux criminels peu ou pas structurés. Il est difficile de cartographier l'activité des petits réseaux criminels sans grande cohésion, ainsi que des criminels individuels, suite au basculement du pays du crime organisé vers le terrorisme en 2015. Néanmoins, des réseaux criminels existent en France et opèrent principalement à Lille, Paris, Lyon, Grenoble, Marseille et en Corse. Ces réseaux criminels sont des gangs de banlieue impliqués dans le trafic de stupéfiants, principalement le commerce de cannabis, et le trafic d'armes. Parallèlement, les services de renseignement français notent que des groupes de type mafieux opèrent discrètement et sont souvent négligés, alors même que l'ampleur de leurs activités est méconnue. Les entreprises légitimes dans les domaines de la restauration, du tourisme et de l'hôtellerie, du bâtiment, du traitement des déchets, des services publics et commerciaux peu qualifiés ainsi que dans le secteur agricole seraient largement infiltrées par la mafia. Ces groupes ont tendance à être impliqués dans la polycriminalité et sont souvent caractérisés par leur appartenance ethnique ou leur loyauté à une ville spécifique. Ils ont souvent des liens avec les groupes impliqués dans le trafic de stupéfiants.

En France, certains signes témoignent d'une coopération entre les acteurs de la criminalité étrangers et locaux impliqués dans le blanchiment d'argent. Des mafias étrangères sont également présentes en France. D'aucuns pensent qu'en plus de la proximité géographique, les carences législatives en France ont facilité l'enracinement de la mafia italienne dans le pays. Les mafias nigérianes, ainsi que d'autres groupes criminels d'Europe de l'Est qui dominent également les opérations de trafic d'armes depuis les Balkans, contrôlent le marché de l'exploitation sexuelle en France. Les groupes criminels organisés d'Europe de l'Est sont également actifs dans la criminalité organisée liée aux biens, l'exploitation sexuelle, le trafic de stupéfiants et la cyberfraude. Les acteurs intégrés à l'État sont pour leur part bel et bien présents dans le pays, et se livrent principalement au blanchiment d'argent, à l'évasion fiscale et à la corruption, de nombreux cas ayant été enregistrés au cours des dix dernières années. En outre, certaines affaires politico-financières reliant des acteurs intégrés à l'État à des activités criminelles ont des composantes transnationales.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

D'une manière générale, les citoyens français manquent de confiance à l'égard du gouvernement, comme en témoignent les multiples manifestations hostiles au gouvernement et grèves dont le pays est le théâtre depuis 2015. De plus, le gouvernement français est sous la menace de ce que l'on appelle la « corruption douce », qui se traduit par de petits arrangements tolérés en

pratique. Depuis 2014, le gouvernement français est tenu de mettre en œuvre tous les deux ans des plans d'action nationaux axés sur la transparence, l'intégrité et la redevabilité de la vie publique et économique. La France dispose également de deux autorités indépendantes qui supervisent l'action du gouvernement. Néanmoins, l'accès à l'information reste faible, et la France a été appelée à renforcer sa politique de lutte contre la corruption.

Sur le plan international, la France est partie à tous les traités et conventions internationaux pertinents relatifs au crime organisé. Le pays a également conclu un certain nombre d'accords de coopération bilatéraux et multilatéraux en matière de sécurité, et figure parmi les rares États à avoir participé et à continuer de participer à des initiatives sous-régionales, régionales et mondiales. En ce qui concerne la coopération internationale sur les affaires liées à la mafia, cependant, il a été signalé en 2016 que l'échange d'informations avec la France en la matière était difficile. L'une des principales raisons en est le manque de volonté politique, ainsi que la réticence des dirigeants à reconnaître l'existence de groupes de type mafieux. Sur le plan interne, la législation française ne prévoit aucune définition précise du crime organisé. Cependant, le Code pénal du pays énumère les différentes infractions qui constituent le crime organisé lorsqu'elles sont commises par des bandes organisées. La France dispose également d'une loi qui renforce la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et le financement du terrorisme, et améliore les garanties de la procédure pénale.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

En France, il existe huit juridictions interrégionales spécialisées compétentes en matière de trafic de stupéfiants, de criminalité organisée et de criminalité financière. Elles sont basées à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Paris, Nancy, Rennes et Fort-de-France. En 2019, un nouveau parquet national antiterroriste a également vu le jour, fruit d'une volonté politique d'adapter le système judiciaire aux nouvelles tendances de la criminalité organisée transnationale. Les prisons françaises ont également fait l'objet de critiques pour leurs conditions de détention inhumaines : surpopulation, misère, manque d'hygiène, absence d'intimité et manque d'activités, autant d'éléments qui favoriseraient la radicalisation des détenus. En ce qui concerne les forces de l'ordre, la police et la gendarmerie françaises sont chargées de lutter contre le crime organisé, notamment le trafic de stupéfiants, l'immigration clandestine et la cybercriminalité. La police nationale dispose également de divers organes chargés de la lutte contre le crime organisé. Ces dernières années, les relations entre la police française et la population ont évolué. D'abord considérée comme héroïque et fiable après les attentats terroristes qui ont frappé Paris en 2015, la police a été jugée tout autrement quelques mois plus tard suite à de nombreux témoignages de violences policières lors de manifestations contre la Loi Travail. En 2020, la confiance envers les forces de sécurité s'est encore détériorée, le Défenseur des droits qualifiant de crise cette perte de confiance. En termes d'intégrité territoriale, la France faisant partie de l'espace Schengen, de nombreux trafiquants ont profité de l'absence de contrôles aux frontières de l'UE pour entrer dans le pays. De plus, les territoires français à l'étranger rendent la frontière de plus en plus poreuse, les autorités ayant des difficultés à contenir les flux illicites vers la Guyane française et, de là, vers l'Europe continentale. En France, l'intégrité territoriale est souvent compromise dans les banlieues des grandes villes.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Globalement, l'économie française est plus réglementée que celle des autres pays de l'UE. La France a fait de nombreux efforts pour réduire la charge réglementaire et, en 2013,

le gouvernement a lancé un programme radical de refonte administrative et de réforme réglementaire. Néanmoins, l'environnement réglementaire économique de la France est très favorable aux entreprises, et le poids de l'économie informelle en pourcentage du PIB figure parmi les plus faibles d'Europe. La France est très résiliente face au blanchiment et au financement du terrorisme. Son cadre juridique et réglementaire interne de lutte contre le blanchiment d'argent a été considérablement amélioré en 2016. Les banques et les établissements de crédit, ainsi que les agents immobiliers, les sociétés d'investissement et les compagnies d'assurance sont désormais soumis à des exigences strictes en matière de déclaration et de diligence raisonnable. En 2018, le pays a également adopté une loi visant à améliorer la détection de la fraude et à renforcer les mesures de lutte contre l'évasion fiscale.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

La France dispose d'un service chargé de l'accès au droit, à la justice et à l'aide pour les victimes. Il existe également une fédération d'associations d'aide aux victimes, l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation. Cependant, le pays n'a pas de définition légale de la notion de « victime d'infraction ». La France a poursuivi ses efforts de lutte contre la traite des personnes, comme en témoignent la multiplication des enquêtes et des condamnations ainsi que la hausse des identifications de victimes, de même que l'approbation d'un nouveau plan d'action contre la traite des personnes en 2014. Une mission interministérielle a également été créée pour protéger les femmes contre les violences et lutter contre la traite des personnes. Des fonds sont alloués à la prévention de la prostitution et à la fourniture d'un accompagnement social et professionnel aux victimes de l'exploitation sexuelle et de la traite des personnes. Néanmoins, l'octroi de ressources adéquates au comité français de lutte contre la traite des personnes et le déploiement d'efforts suffisants pour lutter contre la traite des travailleurs restent des axes d'amélioration. Parallèlement, la France est très active dans la lutte et la prévention du crime organisé aux niveaux européen et international. Le pays a proposé de renforcer la coopération en matière de sécurité en créant des équipes d'enquête communes, et s'est engagé aux côtés des nations sud-américaines à s'attaquer au problème de la déforestation. Les activistes anti-mafia en France ont également fait valoir que la société civile est peu sensibilisée au phénomène du crime organisé. En ce qui concerne la presse en France, le harcèlement et les attaques visant les médias d'information et les journalistes étaient en hausse en 2018, principalement en lien avec les manifestants et la police anti-émeute lors de la crise des Gilets Jaunes. Parallèlement, les journalistes ont été de plus en plus exposés au harcèlement en ligne par des internautes, et un grand nombre de procès continuent d'être intentés contre des journalistes d'investigation. Malgré cela, la liberté de la presse est toujours largement préservée en France.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.